

Madame la Présidente,

Le gouvernement est aux abois, la meute est lachée...Faute à ce projet de loi EL KHOMRI dont une grande majorité de français ne veut pas. Hollande, Valls, Macron multiplient les denis de démocratie, après le 49/3, après la tentative de lobotomisation des masses par des médias collaborateurs, après l'utilisation médiatique nauséabonde des casseurs et de leur bêtise pour mieux faire oublier les manifestations d'un peuple en colère, après une campagne haineuse et calomnieuse contre la CGT et ses militants, des hommes politiques pleurnichent et manipulent les français avec une violence rarement rencontrée, Socialistes ou républicains, main dans la main, s'attaquent à la première organisation syndicale du pays..les qualificatifs à l'égard de cette OS eux aussi se multiplient, illégitimes, irresponsables, preneurs d'otages, terroristes...force est de constater que si nul n'est tenu à la calomnie, certains en abusent avec fureur, l'idée, bien évidemment, consistant à discréditer un mouvement qui contrarie ces politiciens au service d'un ultra libéralismedont la violence sociale est une évidence.

La CGT 29 FP rappelle que le code du travail est un outil de protection dans l'intérêt des travailleurs et qui, il est vrai, nuit souvent au patronat lorsque ce dernier aimerait que les chaines de ses esclaves désignés soient plus courtes. L'article 2 de ce projet de loi organise notamment avec la primauté de l'accord supplétif d'entreprise sur l'accord de branche, l'inversion de la hiérarchie des normes. Cette proposition est inacceptable, et si l'agent de la dgfip n'est pas directement concerné, n'en déplaie aux donneurs de leçons, son voisin peut l'être, et combattre à ses côtés, l'épauler dans ce combat ou le pouvoir tente de l'écraser plus encore s'appellent fraternité et solidarité...

Une certaine forme de patronat, au service des actionnaires, n'a que faire de son salariat, et lui permettre encore d'accentuer un pouvoir qu'il détient déjà est indigne du socialisme que Jaurès défendait en son temps. Le référendum d'entreprise avec consultation directe des salariés n'est pas démocratie mais supercherie. Qui, s'il veut être honnête, peut croire qu'un travailleur directement subordonné à son patron puisse être libre de choisir, le salarié n'a toujours que ce qu'appelait Bourdieu "le choix du nécessaire". Dans un monde ou le capitalisme est une religion, l'appat du gain est un moteur mais le besoin d'argent fragilise le salariat...accepter cette idée que veut mettre en place Mme EL KHOMRI c'est un peu croire qu'à une époque pas très lointaine, dans un champ de coton du Mississipi, l'esclave aurait été consulté par son maitre directement le fouet dans une main et le bulletin de vote dans l'autre. Dans cette consultation supposée libre, la bonne réponse est toujours la moins douloureuse individuellement.

Ces politiciens qui appliquent un programme qu'ils n'avaient pas promis et qui n'appliquent pas celui qu'ils avaient proposé sont des usurpateurs et il ne leur restera qu'à dissoudre le peuple comme disait Brecht, pour avoir encore et toujours raison..sur ce point, peut être l'interdiction de manifester proposée par Hollande en est elle une étape?

Ces politiciens n'ont que faire de l'intérêt général, preuve en est notre administration et ses trop nombreuses restructurations, le roi dit "je veux" et les directeurs appliquent avec promptitude, pas un d'entre eux pour comprendre que ce démantèlement n'a aucun intérêt pour l'usager et que, très

prochainement à la DGFIP, les plateformes téléphoniques au Maroc ne seront plus des mirages dans un désert rendu aride par l'absence de services publics. Le seul intérêt serait la maîtrise des dépenses publiques..mais comment croire même en cette fadaise quand un Bruno Bezar haut dignitaire pendant 2 ans dans la maison trésor expliquait à ses agents que la déontologie était essentielle dans son administration, au point qu'il imposait à l'époque une formation à tous ses personnels, de toute évidence il n'a pas pris connaissance du contenu puisque l'energumène va rejoindre remercié et décoré un fonds d'investissement chinois.. qui sont ces hommes qui donnent des leçons de conduite et qui ont une exemplarité comportementale que Judas n'aurait pas renié. Macron oubliant quelques déclarations lui permettant de ne pas être assujéti à L'ISF, Matthieu Gallet, PDG de Radio France dont la cour des comptes souligne un train de vie impensable, Agnès Saal ancienne directrice de l'INA dont les frais de taxi indiquent qu'elle deteste la marche à pieds... exemplarité comportementale à revoir, argumentaire équivoque et intérêt général conspué...est cela la politique du XXI eme siècle? La DGFIP fait des efforts budgétaires au détriment parfois de la santé de ses agents pendant que de hauts fonctionnaires et autres politiciens mal intentionnés abusent et dépensent sans compter pour leur propre compte..comment pensez vous Mme la présidente que les agents de notre administration vivent ces réalités ?

Le tout avec un mépris inimaginable à l'encontre des français et aussi puisque c'est de cela dont on va parler dans cette instance, des usagers.

Ces mêmes usagers que vos employeurs, Mme la présidente ont pris en otage d'une pensée manipulatrice pour justifier la fusion dans notre administration entre le trésor public et les impôts...à l'époque, ces décideurs expliquaient comme il était important pour l'utilisateur d'avoir toutes les réponses à des questions sur un seul lieu d'accueil et de préférence à proximité...aujourd'hui, à Lanmeur vous déplacez la question fiscale du site..gageons que l'utilisateur sera heureux de s'entendre dire qu'à Lanmeur dans une administration fusionnée pour son bien..on ne répondra plus à toutes les questions et que certaines devront désormais être posées à Morlaix, petite bourgade très éloignée de son domicile. L'utilisateur, n'a plus sa place dans le schéma de cohésion sociale que vous dessinez...loin d'obéir à la fibre sociale dont nous devrions tous être dotés, ce schéma aura la fibre comme nouveau lien social. l'utilisateur hébété par l'absence d'un service public physiquement visible devra désormais utiliser l'un de ses canaux abrutissants Internet ou le téléphone et dans un dernier souffle, victime du syndrome de la touche étoile que vous voulez lui imposer cet usager aura compris, mais trop tard, que certains puissants se sont joués de lui.

Venons en à ce qui nous réunit aujourd'hui, ce CTL dont l'ordre du jour est un début de déclinaison des lignes directrices de M.Parent qu'il a partagées sur ulyse avec les personnels.

le tout numérique au détriment du service public de proximité et de l'accueil, le prélèvement à la source et une individualisation à outrance qui vise à monter les agents les uns contre les autres en sont la recette rance. La dématérialisation, avec notamment l'obligation de télédéclarer, est loin de faire baisser la charge de travail, car elle entraîne de nouvelles tâches, souvent lourdes (traitement de listings, anomalies Gespart dans les SIP...), et coupe le lien avec les usagers, professionnels ou particuliers, le développement de l'accueil sur RDV illustre cette volonté, synonyme de recul du service public.

Ces outils favorisent le travail en plateau ou en plateformes, au détriment des conditions de travail des agents.

Ces *lignes directrices* ouvrent la voie au harcèlement statistique et à l'industrialisation des tâches, à l'externalisation et à l'abandon des missions, à la poursuite effrénée des suppressions d'emplois, à la dégradation des conditions de travail, et à un recul gravissime du service public républicain garantissant l'égalité des citoyens face à l'impôt.